SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 23 MARS 1926

Rapport de la Commission des Finances chargée de l'examen du Projet de Loi portant ratification des Accords conclus à Londres le 31 décembre 1925, concernant la consolidation des dettes de la Belgique et de la Colonie du Congo belge envers la Grande-Bretagne.

(Voir les n° 165, 205 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 11 mars 1926.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président; BARNICH, COOLS, DE BROUCKERE, DELANNOY, baron DE MÉVIUS, FRANÇOIS, THEUNIS et MOYERSON, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

Le projet de loi soumis aux délibérations du Sénat a été adopté à la Chambre des Représentants, par 110 voix contre 4.

Il n'a donné lieu à aucune discussion au sein de votre Commission.

L'Exposé des motifs et le rapport rédigé au nom de la commission de la Chambre par M. Jaspar, en fait ressortir clairement l'objet.

Il vise la ratification de deux conventions :

La première concerne la consolidation d'une dette de 9,000,000 de livres sterling, montant d'une ouverture de crédit consentie à la Belgique par la Grande-Bretagne en vertu d'une Convention du 31 janvier 1919.

Cette ouverture de crédit avait pour but de permettre au Gouvernement belge et à ses nationaux le placement de commandes de produits et d'objets manufacturés du Royaume-Uni, nécessaires à la restauration de la Belgique. C'est donc une dette postérieure à la guerre et de nature purement commerciale.

La seconde convention concerne la consolidation d'une dette de 3,600,000 livres sterling du Congo belge vis-à-vis de l'Angleterre.

Cette dette fut contractée pendant la guerre, mais les sommes avancées ne servirent point pour les besoins de celle-ci.

Le 29 juin 1916, la Grande-Bretagne ouvrit au Congo belge un crédit de 3,500,000 livres sterling, pour l'aider à couvrir les déficits probables des exercices 1916, 1917 et 1918, le remboursement de bons du Trésor émis avant la guerre par la Colonie et remboursables à Londres, le paiement de certains travaux de premier établissement indispensables dans la Colonie et des avances à faire à la Compagnie du chemin de fer du Katanga pour ses travaux de construction.

Cette dette ne rentre donc point dans la catégorie de dettes de guerre dont remise fut faite à la Belgique.

Les conditions de la consolidation sont favorables.

Intérêt de 5 p. c.

Remboursement en 25 annuités, dont la première n'échoit que le 31 décembre 1931 et qui sont calculées de telle manière que l'intérêt et l'amortissement réunis restent sensiblement constants.

Les obligations remises par l'État belge ne seront point négociables.

Votre Commission est unanime à vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

Le Rapporteur,
R. MOYERSON.